SIDI-BEL-ABBÈS

Le terrorisme veut se réimplanter

La wilaya de Sidi-Bel-Abbès a connu cette semaine son sixième attentat terroriste depuis le début de l'année, alors qu'elle n'en a enregistré que trois l'année dernière, selon un décompte de presse. Les attaques terroristes dans cette wilaya pour les quatre premiers mois seulement de l'année en cours sont en passe d'atteindre le «bilan» de l'année 2007 dans son ensemble, selon le même décompte.

Tous les attentats commis ces derniers mois ont eu lieu dans le sud de

la wilaya, dans des communes relevant des daïras de Telagh et Ras-el-Ma. Un seul a eu lieu dans le nord, le mois de février, dans la commune de Aïn-Thrid, limitrophe des wilayas d'Oran et de Aïn-Témouchent.

Ce qui demeure une énigme du fait que cette commune n'a pas enregistré un seul attentat depuis, quand deux bergers ont été enlevés en 2003 et leurs troupeaux emportés.

Mais comme cette commune est située au pied du mont Bouhench qui fut dès le début des années 1990 une citadelle pour les premiers groupes du GIA qui y ont implanté une base de regroupement et d'entraînement, une réapparition du terrorisme dans la région avait de quoi inquiéter.

Bien que les informations qui circulent ne soient pas toujours très précises, il semble de toute évidence que les groupes terroristes qui se manifestent actuellement à Sidi-Bel-Abbès relèvent de l'ex-katibat El-Ahoual du GIA.

Cette katiba s'est séparée du GIA en 1995 pour se constituer en organisation autonome sous le nom de Djamaât hoummate ed-daâwat es-salafiyyat (DHDS) (Groupe des protecteurs de la prédication salafiste).

Cette dissidence, très mal perçue par le GIA, a été à l'origine d'une campagne de représailles de plusieurs années. Elle a emporté le premier «émir», Kadda Larbi Benchiha dit Abderrahim Bekhaled, dit le «Boiteux» (il avait un pied bot), tué avec une trentaine de ses partisans dans un accrochage sanglant avec ses propres frères ennemis du GIA, justement dans le sud de Sidi-Bel-Abbès où l'organisation qu'il a créée est celle-là même qui cherche à reprendre pied aujourd'hui.

Après sa mort, ses partisans ont totalement évacué l'ouest du pays dominé par le GIA pour rejoindre la région de l'Ouarsenis dans le centre-ouest.

Sidi-Bel-Abbès est restée alors le fief du GIA qui y a commis des massacres horribles, parmi lesquels l'inqualifiable assassinat des onze enseignantes et un de leurs collègues à Aïn Aden.

Les horreurs commises ont poussé des dizaines de terroristes à claquer la porte pour créer leur propre organisation, s'opposant aux «dérives» du GIA. Ainsi est né le Groupe salafistepour la prédication et le combat (GSPC).

Cette nouvelle organisation, dont le terroriste en chef est originaire du sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, a prévu l'implantation d'un groupe dans sa région natale.

Mais la présence de l'organisation qui se voulait concurrente du GIA en déperdition, et se faire le pendant à la fois de la

Photo : Samir Sid

Les éléments de l'ANP sur le qui-vive.

DHDS et du GSPC dont, pourtant, l'idéologie de référence était la même, n'a pas duré. Elle a fini par se rallier au GSPC et rejoindre la «zone II» (Kabylie) avec armes et bagages. Son «émir», Yahia Djouadi dit Abou Ammar, s'est vu dans un premier temps, attribuer la responsabilité de «conseiller militaire» au sein du staff dirigeant du GSPC, avant d'être désigné «émir» de la «zone IX» (le Grand Sud) à la suite de son adhésion à Al-Qaïda et suite à la défection de Mokhtar Belmokhtar et la «repentance» de celui qui lui a succédé, Benmessaoud Abdelkader dit Mosaâb Abou Daoud.Le «vide» laissé dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès par le GIA, qui y a été totalement décimé par la lutte antiterroriste et par le GSPC qui a carrément «décampé», a été pour la DHDS une occasion pour tenter de revenir sur ses traces.

L'agitation, – vaine faut-il le préciser –, qui a été perçue tout au long de l'année dernière dans le sud de la wilaya de Tlemcen, où des groupes lui appartenant sont réapparus, se fait remarquer depuis le début de cette année dans le sud de Sidi-Bel-Abbès.

Il y a déjà eu plusieurs victimes parmi la population civile et les forces de sécurité. Et même une menace sérieuse a pesé sur le ministre des Transports, fin mars dernier, quand une bombe a été neutralisée la veille de son passage sur le trajet de sa visite de travail dans la région.

Arrivé à ce stade, le retour de la DHDS à Sidi-Bel-Abbès est une véritable calamité.

Mohamed Issami

BÉJAÏA

Deux morts et un blessé dans une embuscade terroriste à Béni-Ksila

Les hordes terroristes islamistes du GSPC, affilié à l'organisation Al Qaïda Maghreb, ont encore frappé sauvagement dans les maquis forestiers de Béni-Ksila.

Cette attaque s'est soldé par l'assassinat d'un cuisinier et d'un élément de la garde communale de Djebla, mercredi dernier en début de soirée, tandis qu'un boulanger livreur pour le cantonnement de l'ANP dans la même région, a été grièvement blessé de trois balles dans un faux barrage dans la matinée de jeudi passé.

Le groupe armé, dont on ignore le nombre, selon une source sûre, lors d'une violente embuscade dressée à 18h mercredi passé au lieudit Imarghiouène, situé près du siège de la garde communale de Djebla (Béni-Ksila), avait mitraillé le cuisinier et un élément de la garde communale qui s'apprêtaient à acheminer le repas à bord d'une Renault express, aux éléments de la garde communale de Djebla. Les deux victimes décédèrent sur le coup, a précisé notre source.

Dans la matinée de jeudi dernier, vers 9 heures du matin, un boulanger livreur pour les éléments de l'ANP en cantonnement dans la région de Djebla a été sauvagement pris à parti dans un faux barrage dressé, vraisemblalement par le même groupe terroriste au lieudit Ighzar Abbas dans la même commune de Béni-Ksila. Le boulanger a été grièvement atteint de trois balles à l'abdomen et au pied, selon notre source.

Evacué à l'hôpital de Sidi-Aïch, la victime se trouver hors de danger, a-t-on appris.

Pour rappel, un double attentat perpétré simultanément par un groupe terroriste dans la même région de Djebla, il y a moins de deux mois, a fait deux morts, une femme et un militaire, ainsi que plusieurs blessés.

A. K.

L'Europe adopte un nouveau programme pour lutter contre le terrorisme

La Commission européenne a adopté hier un nouveau programme triennal (2009-2011) visant à lutter contre le terrorisme ainsi que le trafic et la prolifération des armes de destruction massive.

Les grandes priorités sont le Pakistan et l'Afghanistan ainsi que la région du Sahel en Afrique, a indiqué la Commission dans un communiqué.

Ce programme inclut ainsi les premières mesures de lutte contre le terrorisme de portée mondiale élaborées par la Commission et des experts des Etats membres de l'UE.

Le programme comprend également un important volet concernant la lutte contre la menace de piraterie sur les principales routes maritimes, en particulier dans le golfe d'Aden, qui passe par le développement de la capacité des Etats côtiers à patrouiller dans leurs propres eaux territoriales et à échanger des informations, annonce la même source.

La question des liens entre le terrorisme et la criminalité organisée est abordée dans des domaines tels que le trafic de drogue entre l'Amérique latine et l'Afrique occidentale, le trafic d'armes légères et de petit calibre et le trafic illicite de matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, explique-t-on.

Doté de 225 millions d'euros, le programme est destiné à lutter contre le large éventail de menaces mises en évidence dans la stratégie européenne de sécurité et à compléter les actions financées par d'autres instruments de l'UE et par les Etats membres.

«La Commission a un rôle clé à jouer dans la lutte contre le terrorisme en soutenant le renforcement des capacités dans les pays tiers comme le Pakistan et dans la région du Sahe», a déclaré Mme Benita Ferrero-Waldner, commissaire chargée des relations extérieures. Elle a expliqué que «les programmes de développement de la Commission doivent accorder une grande attention aux questions de sécurité liées au terrorisme, à la criminalité organisée et aux trafics».

«Dans le domaine de la non-prolifération des armes de destruction massive, notre ambition est de consolider le travail déjà accompli dans l'ancienne Union soviétique et de nous intéresser davantage à de nouvelles régions préoccupantes comme le Moyen-Orient, l'Asie méridionale et l'Asie du Sud-Est», a-t-elle déclaré. «Nous devons collaborer étroitement avec les Etats membres et d'autres donateurs internationaux afin de promouvoir une culture de la sûreté et de la sécurité en matière de non-prolifération, par exemple en créant des centres régionaux d'excellence.»

Cette décision intervient à la veille de la conférence des donateurs pour le Pakistan prévue à Tokyo, et au lendemain de la publication du rapport de l'organe européen de coopération policière Europol, qui révèle que le nombre d'actes terroristes enregistrés au cours de l'année 2008 en Europe a diminué de 23% par rapport à l'année précédente. Selon ce rapport, qui juge toutefois que la menace terroriste reste "élevée», 515 actes terroristes (réussis, ratés ou déjoués) ont été recensés dans 7 Etats membres l'année dernière, et 1 009 personnes ont été arrêtées pour activités terroristes.

Même si aucune attaque à caractère islamiste n'été enregistrée en 2008 en Europe, «ce type de terrorisme est toujours considéré comme la plus grande menace», soutient Europol.

D'après la même source, en 2008, 187 personnes ont été arrêtées sur le

Vieux continent pour activités terroristes à caractère islamiste.